

Autisme: le gouvernement dévoile son plan pour "rattraper le retard"

Paris, 6 avr. 2018 (AFP) -

Diagnostic et intervention précoces, accompagnement vers l'école et l'emploi: Édouard Philippe a présenté vendredi une "stratégie" sur cinq ans visant à "rattraper le retard" de la France en matière d'autisme mais suscitant des déceptions parmi les associations.

"Mon ambition est que les personnes autistes soient acceptées dans leurs différences et qu'elles soient reconnues pour leurs compétences", a déclaré le Premier ministre. Il a appelé à "un sursaut" en présentant la "stratégie nationale" (2018-2022), devant les acteurs du secteur réunis au Museum d'Histoire naturelle.

Pour marquer l'implication de son gouvernement, il était entouré des ministres Sophie Cluzel (Handicap), Agnès Buzyn (Santé), Jean-Michel Blanquer (Éducation nationale) et Frédérique Vidal (Enseignement supérieur et recherche).

"Notre objectif, avec l'ensemble du gouvernement, c'est de faire en sorte de rattraper notre retard, de détecter plus tôt, d'accompagner mieux", avait-il déclaré auparavant, au salon de l'autisme de Marne-La-Vallée où il avait été interpellé par des parents d'enfants autistes déscolarisés.

Les "100 mesures concrètes" adoptées, chiffrées à 344 millions d'euros, succèdent au troisième plan autisme (2013-2017) qui était doté de 205 millions d'euros.

L'une des innovations est la création, à partir du 1er janvier 2019, d'un "forfait d'intervention précoce" de prise en charge par l'Assurance-maladie des séances avec des thérapeutes (psychomotriciens, ergothérapeutes, neuropsychologues ...), dès les premiers troubles détectés et avant le diagnostic officiel.

Actuellement, "on ne prend pas suffisamment au sérieux les parents qui disent que leurs enfants ne grandissent pas bien", ce qui fait "perdre des mois précieux" aux enfants, a souligné Édouard Philippe.

- 100% des enfants autistes en maternelle -

Les "troubles du spectre de l'autisme" (TSA) atteignent environ 1% de la population, selon les estimations. La Cour des comptes évalue à 700.000 le nombre de personnes concernées en France, dont 600.000 adultes, bien que ces derniers ne soient "qu'environ 75.000" à être aujourd'hui diagnostiqués.

Ce trouble neurodéveloppemental se caractérise par des difficultés d'interaction sociale, des comportements répétitifs et des centres d'intérêt restreints ou spécifiques. Il peut s'accompagner ou non d'une déficience intellectuelle.

Pour les enfants nés en 2018, "il faudrait que, dès 2019, l'ensemble de cette classe d'âge puisse avoir accès au dépistage et au forfait d'intervention précoce, et que cette génération dépistée le plus tôt possible puisse intégralement entrer à l'école en 2021. C'est le premier jalon qu'on s'est fixé", selon Matignon.

Le gouvernement prévoit de "tripler" le nombre d'Unités d'enseignement en maternelle (UEM), des petites classes destinées aux enfants ayant besoin d'un soutien renforcé.

De nouvelles classes spécialisées doivent être ouvertes en primaire, au collège et au lycée, et une centaine de postes d'enseignants spécialisés dans l'autisme seront créés pour soutenir ceux qui ont des élèves autistes dans leurs classes.

Des mesures sont également prévues pour améliorer le repérage des adultes, afin de pouvoir adapter leur prise en charge et leur accompagnement, vers l'emploi notamment. Les crédits destinés au dispositif d'emploi accompagné seront doublés, dans l'objectif de faciliter leur insertion professionnelle.

Afin que les recommandations de bonnes pratiques de la haute autorité de Santé (HAS) soient mieux connues et appliquées, l'exécutif prévoit d'"investir massivement dans la formation des professionnels intervenant auprès des personnes autistes".

Il entend également développer la recherche sur les troubles neurodéveloppementaux, pour "remettre la science au coeur de la politique de l'autisme" et créer "une plateforme de répit par département" pour les familles.

Ce plan a suscité des déceptions parmi les associations. Pour Danièle Langlois, présidente d'Autisme France, le



PAYS :France
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Quotidien



► 6 avril 2018 - Edition Fil Gen

financement alloué est "dérisoire par rapport à l'immensité des besoins", notamment concernant les adultes. Elle a jugé les mesures annoncées difficiles à appliquer en raison du manque de professionnels formés à l'autisme.

La Fédération française Sésame Autisme a critiqué "une stratégie en trompe-l'oeil qui feint d'ignorer ces perpétuels exclus que sont les adultes autistes".

Florent Chapel, président d'Autisme Info service, a en revanche qualifié d'"enthousiasmant" ce plan "musclé". "Cet élan nous fait espérer des temps meilleurs, mais il va falloir rester vigilant", a-t-il dit à l'AFP.

paj-map-jlo/lum/shu

Afp le 06 avr. 18 à 16 53.